

Protection de la qualité de l'air intérieur : actualité juridique

Corentin Chevallier
Avocat au Barreau de Paris
Foley Hoag

**Journée thématique “Qualité de
l'air des bâtiments”**

12 mars 2019 - Paris

Introduction

Etat des lieux réglementaire

1. En droit de l'Union Européenne
2. En droit national

INTRODUCTION

Nous passons près de 80 % de notre temps dans des environnements clos (domicile, locaux de travail, transport, écoles...) dans lesquels nous pouvons être exposés à de nombreux polluants. Cette pollution de l'air intérieur peut avoir des effets sur notre santé et notre bien-être. Quels sont les bons réflexes à avoir pour un air intérieur plus sain ?

Les principales sources de pollution de l'air intérieur



Source: <http://solidarites-sante.gouv.fr>

➤ Effet néfaste la pollution de intérieur:

▪ **20 000 décès prématurés en France chaque année (ANSES OQAI 2015)**

▪ **117 200 en Europe (source: site internet de l'Organisation Mondiale de Santé)**

Etat des lieux réglementaire

1.En droit de l'Union européenne

2.En droit national

➤ Importance des orientations venant de l'Union européenne:

- En dépit de son intérêt majeur, la qualité de l'air intérieur ne fait l'objet d'aucune politique propre au niveau communautaire
- La protection de la qualité de l'air intérieur est appréhendée sous l'angle réglementations sectorielles comme celle de la performance énergétique des bâtiments (Directive 2018/844 du 30 mai 2018 modifiant la directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique)

➤ **Focalisation du cadre juridique de l'Union européenne sur la protection de la qualité de l'air ambiant ou atmosphérique:**

- Communication de la Commission européenne du 23 décembre 2013 « Air pur pour l'Europe »
- Directive européenne 2008/50/CE concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe
- Directive européenne 2016/2284 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques
- Réglementations sectorielles européennes pour la qualité de l'air:
 - De nombreuses directives et règlements concernent notamment la réduction des émissions de polluants issus
 - des transports (routiers, non routiers, maritimes...) en réglementant la qualité des carburants et combustibles, ou les émissions liés aux moteurs
 - des activités industrielles (directive IED, BREF, installations de combustions...)
 - de certains appareils domestiques : écoconception des chaudières et des appareils de chauffage individuels
 - de l'utilisation de certains produits (directive sur l'utilisation des solvants pour réduire les émissions de COV)

1. Au niveau du droit de l'Union européenne (1)

➤ Mais dispositions clés de la récente directive 2018/844 du 30 mai 2018 :

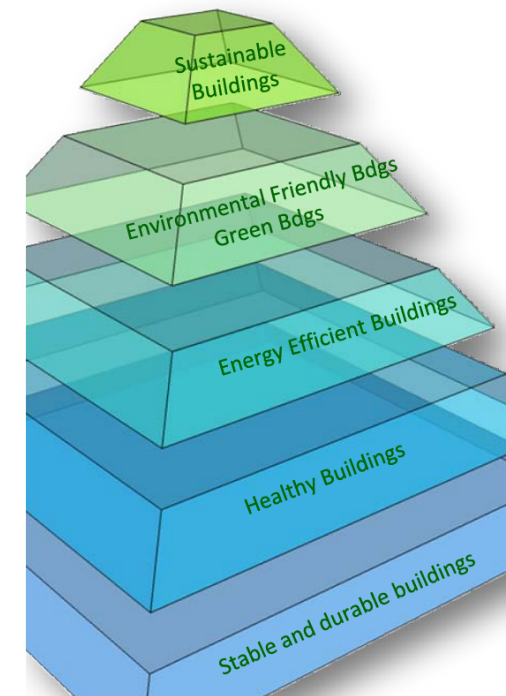
- ➔ Modifie la directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique
- **Objectif poursuivi par les Etats-membres** : réduction des émissions des bâtiments de 80% à 95% d'ici à 2050 (art. 2 bis). **La réalisation de cet objectif conduit notamment à poursuivre :**
 - ➔ L'objectif d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de GES d'au moins 40% d'ici à 2030 (dans le Cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030)
 - ➔ **L'objectif de « décarbonisation » du parc immobilier** responsable selon l'UE d'environ 36% des émissions de CO2 dans l'Union d'ici 2050 (dans le cadre de la Feuille de route vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050)

1. Au niveau du droit de l'Union européenne (2)

- Obligation pour les Etats membres: Chaque Etat Membre doit établir une **stratégie de rénovation à long terme** pour soutenir la rénovation du parc national de **bâtiments résidentiels et non résidentiels, tant publics que privés** en vue de la constitution d'un parc immobilier à consommation quasi nulle d'ici à 2050 (art. 2 bis)

→ La clé de voûte du dispositif de la directive est la rénovation des bâtiments : priorité au contrôle à la source

- La stratégie de rénovation nationale comprend :
 - Un aperçu du parc immobilier national et la proportion escomptée de bâtiments rénovés en 2020
 - L'inventaire des approches de rénovation rentables adaptées au type de bâtiment/ zone climatique
 - Des politiques et actions visant à stimuler des rénovations lourdes de bâtiments rentables.
 - Un aperçu des politiques et actions ciblant les segments les moins performants du parc immobilier national
 - Des politiques et actions visant tous les bâtiments publics
 - Un aperçu des initiatives nationales visant à promouvoir les technologies intelligentes et bâtiments connectés
 - **Une estimation fondée sur des éléments tangibles des économies d'énergie attendues et des bénéfices plus larges escomptés, notamment dans le domaine de la qualité de l'air**



Source: Efficient Buildings (ec.europa.e

1. Au niveau du droit de l'Union européenne (3)

- L'amélioration de la QAI est ainsi prise en compte à travers le prisme de la **performance énergétique des bâtiments** :

→ Considérant 13 de la directive 2018/844: référence aux lignes directrices de l'OMS de 2009 (*WHO Guidelines for Indoor Air Quality – Dampness and Mould*) **établissant un lien entre qualité de l'air intérieur et performance énergétique des bâtiments** (ponts thermiques, mauvaise isolation, climatisation, chauffage)

- La directive 2018/844 modifie l'Annexe I de la directive 2010/31/UE fixant le cadre général commun pour le calcul de la performance énergétique des bâtiments :

→ Point 2 de l'Annexe I: « Les besoins énergétiques liés au chauffage des locaux, au refroidissement des locaux, à la production d'eau chaude sanitaire, à la ventilation, à l'éclairage et à d'autres systèmes techniques de bâtiment **sont calculés de manière à optimiser les niveaux de santé, de qualité de l'air intérieur et de confort définis par les Etats membres au niveau national ou régional** »

Les Etats membres doivent se conformer à cette nouvelle directive au plus tard le 10 mars 2020 et elle sera réexaminée au plus tard le 1^{er} janvier 2026 pour prendre en compte les retours d'expérience

■ **Au niveau national, l'amélioration de la qualité de l'air intérieur fait l'objet :**

- D'une planification (PNSE et PQAI); et
- D'une réglementation

2. En droit national - planification (1)

■ 15 ans de reconnaissance comme enjeu politique: les Plans nationaux santé environnement (PNSE)

- Article L. 1311-6 du Code de la santé publique
 - Objectif: réduire l'impact des altérations de l'environnement sur la santé des individus
 - Mise à jour tous les cinq ans
 - Déclinaison en régions : plans régionaux santé environnement (**PRSE**) (article L. 1311-7 du Code de la santé publique)
- **Actuellement : PNSE 3 (2015-2019) et PRSE 3**
 - La QAI a été prise en compte dès les premiers PNSE: PNSE 1 (2004-2008); PNSE 2 (2010-2014)

■ Le PNSE 1 (2004-2008)

Objectif de protection de la population de la pollution à l'intérieur des locaux

→ actions prioritaires : mieux connaître les déterminants de la QAI et mise en place étiquetage caractéristiques sanitaires et environnementales **des matériaux de construction**

■ Le PNSE 2 (2010-2014)

Renforcement du volet QAI : Fiche 3 de l'Annexe 2 relative aux fiches d'actions du PNSE 2

→ actions prioritaires:

- Mieux connaître et limiter les sources de pollution à l'intérieur des bâtiments (action 7)
- Limiter les sources dans le bâti et la maîtrise des installations d'aération, de ventilation et de climatisation (action 8)
- Mieux gérer la QAI dans les lieux publics (action 9)
- Réduire les expositions liées à l'amiante (action 10)

2. En droit national - planification (3)

■ **Le PNSE 3 (2015-2019)**

-**Prise en compte accrue de la QAI** (point 2.5.1 « Agir pour une meilleure qualité de l'air intérieur »):

➤ Volet propre à la QAI (point 2.5.1): action n°49: mettre en œuvre le **plan de qualité de l'air intérieur (PQAI)** publié par le gouvernement le 13 octobre 2013

→ 26 actions regroupées en **5 thématiques**

→ déclinaison en régions dans les PRSE3

➤ Prise en compte au travers d'autres problématiques sectorielles :

→ risque radon dans les bâtiments (point 1.1.2)

→ exposition aux pesticides dans les environnements clos comme les logements et les écoles (point 2.1.2)

■ Le Plan de qualité de l'air intérieur (PQAI)

➤ 5 thématiques:

- Informer le grand public et les acteurs relais
- Développer l'étiquetage pour les produits susceptibles d'émettre des polluants dans l'air intérieur
- Dans la filière du bâtiment, développer les actions incitatives et préparer les évolutions réglementaires
- Progresser sur le terrain vis-à-vis de pollutions spécifiques
- Améliorer les connaissances

2. En droit national - réglementation (1)

- **Au niveau français, le dispositif réglementaire relatif à la QAI comporte deux grands volets:**
 - La performance énergétique et environnementale des bâtiments
 - La surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant un public sensible



2. En droit national - réglementation (2)

■ La performance énergétique et environnementale des bâtiments

- La « Réglementation thermique » (RT) : des exigences de performance énergétique (chauffage, ventilation, climatisation, production d'eau chaud sanitaire, éclairage etc.) pour les constructions neuves

> plusieurs versions aux exigences et champs d'application croissants (RT 1974, 1982, 1988, 2000, et 2005).

Objectif d'origine : réduire la consommation énergétique des nouvelles constructions

- Lois marquant des étapes importantes de l'évolution de la RT après 2005 :

> Loi portant engagement national pour l'environnement (Loi Grenelle 2) du 12 juillet 2010: mise en place de la RT 2012 (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013)

> Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) du 17 août 2015

> Loi n°2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance (loi ESSOC)

> Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN): mise en œuvre du **concept Bâtiment à Energie positive (BEPOS décret n° 2016-1821 du 21 décembre 2016)**.

Calendrier prévu pour l'adoption des textes d'application de la RT de la loi ELAN (Circulaire du 21 décembre 2019)

	1 ^{er} semestre	2 ^{ème} semestre	3 ^{ème} semestre	4 ^{ème} semestre
2019		<ul style="list-style-type: none"> -Décret précisant les bâtiments concernés par les obligations d'économie d'énergie sur le secteur tertiaire et les modalités de mises en œuvre -Décret sur la simplification des règles en matière d'individualisation des frais de chauffage 	Les améliorations du carnet numérique d'information, de suivi et d'entretien du logement qui permet de le rendre opérationnel	
2020	La prise en compte de la dimension environnementale dans les constructions neuves dans le cadre de la future réglementation environnementale (« RE 2020 »)			

2. En droit national - réglementation (5)

■ La « Règlementation environnementale » (RE) : limiter au maximum l'impact environnemental des bâtiments (mise en œuvre du concept BEPOS)

-> Arrêté du 10 avril 2017 relatif aux constructions à énergie positive et à haute performance environnementale sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, de ses établissements publics et des collectivités territoriales (RE 2018)

-> Loi ELAN du 23 novembre 2018 : définit les objectifs de performances énergétiques et environnementales prévus par la RE 2020 (textes d'application de la Loi ELAN)

--> La RE 2018 et la RE 2020 remplacent la RT 2012 en intégrant une dimension environnementale: **prise en compte de l'empreinte carbone**

2. En droit national - réglementation (6)

■ Performances énergétiques et environnementales de la loi ELAN (future RE 2020)

>Des bâtiments autonomes en énergie (BEPOS):

- >atteindre une consommation énergétique inférieure à 0 kWh/m² par an
- >privilégier certains équipements pour la production d'énergie (solaire, thermodynamique, transformation de la biomasse)

>Diminution des émissions carbone sur le cycle de vie d'un bâtiment (de la construction à la démolition du bâtiment):

- >réduire de 50% l'énergie-carbone consommée par les bâtiments neufs sur tout leur cycle de vie:
- >quatre critères sont retenus:
 - la limitation des émissions de GES dès la phase de construction
 - diminution de la consommation du carbone lors de l'utilisation quotidienne du bâtiment
 - capacité du bâtiment à stocker le CO₂
 - améliorer la durée de vie du bâtiment ou, à défaut, limiter l'empreinte carbone lors de la démolition (recyclage des matériaux)

2. En droit national - réglementation (7)

• **La surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant un public sensible**

- **Article 180 de la loi portant engagement national pour l'environnement (Loi Grenelle 2) du 12 juillet 2010** : a rendu obligatoire la surveillance de la qualité de l'air intérieur pour les propriétaires ou exploitants de certains établissements recevant un public sensible et mise à disposition des résultats auprès du public à leurs frais (articles L. 221-8 et R. 221-30 et suivants du Code de l'environnement)

-> la surveillance comporte une **évaluation** des moyens d'aération des bâtiments, une **campagne de mesure** de polluants et un **plan d'actions** visant à prévenir la présence des polluants (art. R. 221-30 c. env.)

- Échéances fixées par le **décret n°2015-1000 du 17 août 2015** :

- Crèches, écoles maternelles et élémentaires: avant le 1^{er} janvier 2018
- Accueils de loisirs et établissements d'enseignement du second degré : avant le 1^{er} janvier 2020
- Autres établissements: avant le 1^{er} janvier 2023

2. En droit national - réglementation (8)

→ **Arrêté du 1^{er} juin 2016 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air intérieur dans certains établissements recevant du public:**

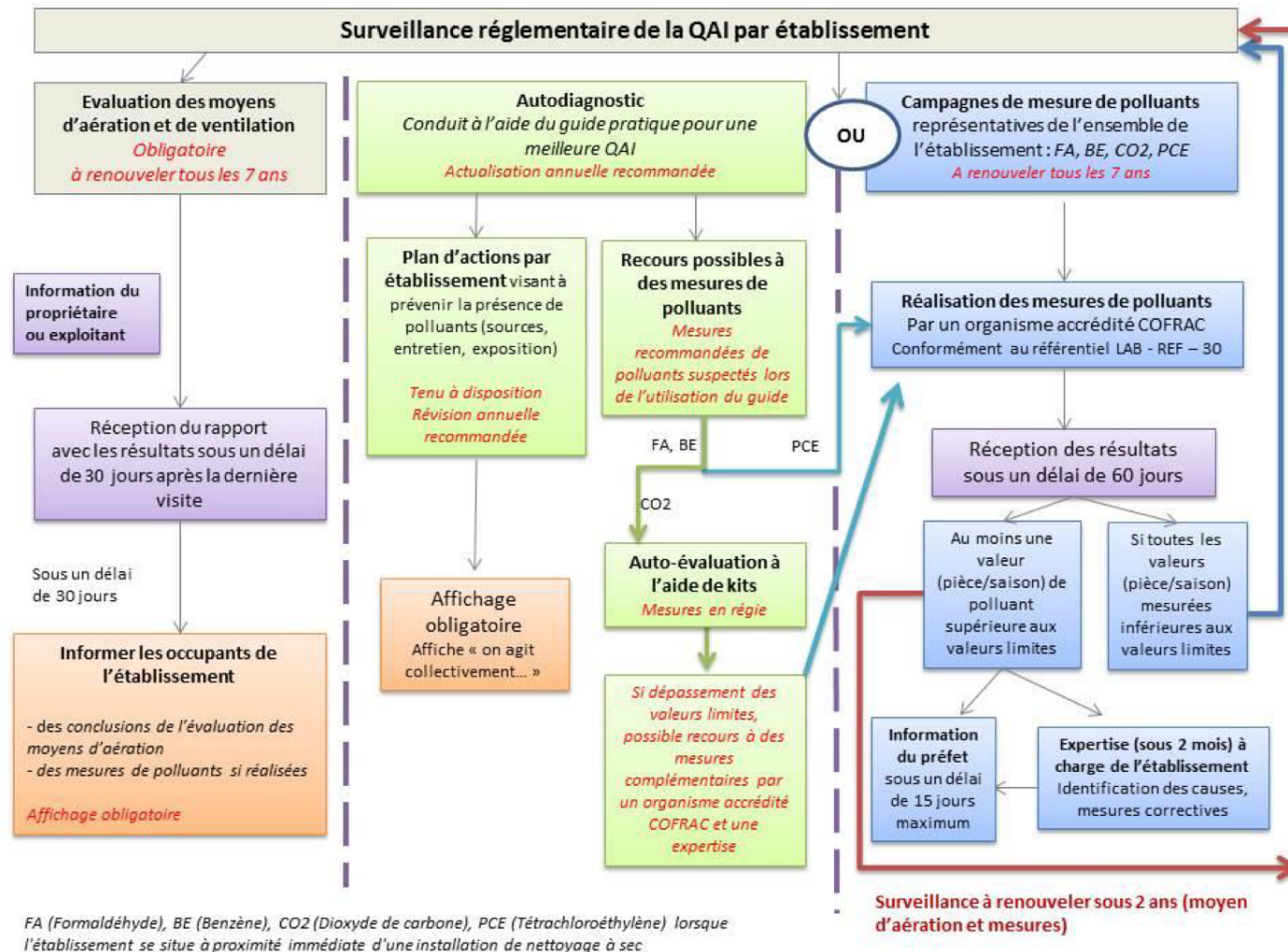
- définit les modalités d'élaboration du plan d'action ;
- les exigences d'accréditation des organismes procédant aux mesures de QAI ;
- les conditions d'information des résultats de la surveillance de la QAI au public et
- désigne l'organisme national auquel les organismes accrédités doivent transmettre les résultats (INERIS)

→ **Rapport annuel 2017 de l'Observatoire national de la Sécurité et de l'Accessibilité des établissements d'enseignement:** constat d'insuffisante prise en compte et respect de l'obligation de surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les crèches, écoles maternelles et primaires

•La surveillance de la QAI dans les établissements recevant du public sensible **s'inscrit dans le cadre du PNSE3:**

→Action n° 61: réaliser des diagnostics dans les crèches, écoles, collèges et lycées en se basant sur le retour de la première phase de l'opération « établissements sensibles » (PNSE2)

2. En droit national - réglementation (9)



Source : Rapport juin 2017 - Réseau français des villes-santé de l'OMS (RFVS-OMS)

- En droit de l'Union européenne, la problématique de l'amélioration de la QAI est encadrée au travers de la performance énergétique des bâtiments.
- En droit français, les principaux volets de la réglementation QAI sont la performance énergétique et environnementale des bâtiments et la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les établissements recevant un public sensible.
- Il n'existe pas encore de jurisprudence en matière de qualité de l'air intérieur

Merci pour votre attention

Corentin CHEVALLIER

Avocat au Barreau de Paris

FOLEY HOAG

01 70 36 61 49

cchevallier@foleyhoag.com